

---

## Routes africaines vers Le Caire et dynamiques chrétiennes plurielles

Julie Picard\*

L'Afrique du Nord connaît depuis les années 1990 de profondes recompositions. Sans aborder directement la question des transitions politiques en cours depuis 2010-2011, les recompositions qui retiennent ici notre attention sont d'ordre migratoire et religieux. La région accueille en effet depuis plusieurs années des migrants noirs africains aux origines et aux statuts variés, s'installant dans les villes, les capitales. Les sociétés et États du Maghreb et du Machreq en particulier (Maroc, Tunisie, Algérie, Libye, Égypte) se voient confrontés à la question de l'immigration subsaharienne, à de nouveaux étrangers, qu'« il faut » accueillir et avec qui « il faut » vivre au quotidien. Les rapports sociaux à ces Autres évoluent avec le temps et les enjeux sont complexes dès lors qu'il s'agit de migrants dits irréguliers, entrés illégalement sur le territoire ou non reconnus juridiquement, ou bien de migrants à la culture et aux traditions religieuses différentes de celles de la majorité des membres de la société d'accueil. En Égypte notamment, la concurrence concernant l'accès au marché du travail est également source de tensions entre locaux et étrangers.

Les géographes, sociologues et anthropologues contemporains des migrations se sont concentrés sur les flux transsahariens se dirigeant vers le Maroc, la Tunisie ou la Libye. Les étapes, les parcours, les moments d'immobilisation et les ressources socio-économiques exploitées au cours du voyage ont été décrits avec précision (Bredeloup, Pliez, 2005). Les recompositions urbaines mais aussi identitaires liées à ces (im)migrations ont fait l'objet d'études récentes en sciences sociales. L'Égypte représente un cas particulier au sein de la région puisque le pays accueille avant tout des réfugiés de guerre, originaires du Soudan et de la Corne de l'Afrique. Cependant, depuis la fin des années 1990, ce pays est aussi concerné par l'arrivée d'étudiants, d'« aventuriers » (Bredeloup, 2008), de travailleurs expatriés ou encore de responsables religieux africains. La majorité de ces Africains sont de confession chrétienne et bouleversent le paysage social, urbain et religieux égyptien. Ainsi, comment l'ensemble de cette population d'origine subsaharienne est-elle accueillie par le gouvernement ? Par la population locale ? Musulmane et copte ? Dans quels quartiers du Caire s'est-elle implantée ? Quelles sont les ressources mises à sa disposition ou développées directement par les migrants d'origine subsaharienne ? Quels changements peuvent-être observés depuis les mouvements de révolte de 2011 ?

---

\* Docteure en Géographie, LISST-CIEU, UMR 5193. ATER à l'université de Toulouse-Jean Jaurès (2014-2015).

Nous verrons que la plupart de ces Africains ne comptaient pas s'installer durablement en Égypte. Pourtant, cette voie s'est avérée devenir une impasse migratoire ; de nombreux migrants se sont retrouvés « bloqués » au Caire, à la fois par crainte d'amorcer un mouvement de retour et par impossibilité de « tracer » de nouvelles voies qui les conduiraient aisément jusqu'en Europe ou en Israël. Nous verrons dans un second temps comment des ONG confessionnelles (ONGc) internationales et locales, ainsi que d'anciennes Églises missionnaires se sont mobilisées afin de porter assistance à ces migrants, peu pris en considération par le gouvernement. Enfin, nous aborderons la question des dynamiques chrétiennes africaines en migration ; en effet, les pratiques et croyances religieuses des migrants ne sont pas et ne peuvent pas toujours être « transposées » telles quelles. Des ajustements, des innovations et une certaine fluidité des pratiques religieuses se réalisent en des interstices discrets de la capitale, la sphère protestante évangélique s'avérant particulièrement attractive. Plusieurs séjours sur le terrain cairote (entre 2005 et 2011), des observations (pratiques urbaines et religieuses, quartiers d'habitation et d'installation) et des entretiens semi-directifs avec des migrants de diverses nationalités (une quarantaine d'entretiens au total), nous ont permis d'interroger le rôle joué par le religieux, et par la sphère chrétienne en particulier, pris en compte sous des formes à la fois matérielles et symboliques, au sein de cette impasse migratoire<sup>1</sup>. À défaut de reconnaissance juridique ou politique, d'opportunités économiques ou migratoires, les différents modes d'appartenance au christianisme semblent permettre aux migrants africains du Caire, de mieux vivre l'attente et de s'approprier pleinement divers territoires urbains.

### **Routes africaines vers l'Égypte : carrefour ou impasse ?**

Des migrants forcés originaires de la Corne de l'Afrique et du Soudan se sont installés au Caire dès les années 1980. Ils ne pensaient pas rester durablement en Égypte et espéraient pouvoir regagner rapidement leur région d'origine ou bien bénéficier des programmes de réinstallation en Occident, menés par le Haut Commissariat aux Réfugiés de l'ONU (HCR). Cela n'a pas été le cas pour la majorité et leur présence a même attiré dès la fin des années 1990, d'autres migrants venus notamment de République Démocratique du Congo (RDC), du Cameroun, du Nigéria ou du Ghana, participant à la récente construction d'une impasse et à l'émergence de processus plus ou moins forcés d'installation.

#### **Les réfugiés de la Corne de l'Afrique : l'attente de la réinstallation**

L'histoire des relations entre l'Égypte et l'Afrique subsaharienne est ancienne. Des flux multidirectionnels de marchandises, de soldats, d'explorateurs, de conquérants et d'esclaves noirs ont « marqué » depuis l'Antiquité l'axe de circulation nilotique. L'histoire commune du Soudan et de l'Égypte explique la présence ancienne de Soudanais, du Nord notamment, au Caire mais également au sud de l'Égypte. Sous l'administration turco-égyptienne ainsi que

1. Recherches effectuées dans le cadre de mon appartenance au programme « Jeunes chercheurs » financé par l'ANR MIGRELI (ANR-09-JCJC-0126-01) : *Instances religieuses et d'origines confessionnelles sur les routes de la migration africaine* (2009-2012), dirigé par Sophie BAVA (IRD/LPED).

lors de la colonisation britannique, les alliances et mariages entre Égyptiens et Soudanais sont fréquents ; les conversions à l'islam et les naturalisations d'esclaves soudanais sont également nombreuses au XIX<sup>e</sup> siècle (Fabos, 2008). À l'époque contemporaine, des accords de libre circulation sont conclus entre Le Caire et Khartoum afin de faciliter l'installation des Soudanais en Égypte et des Égyptiens au Soudan. Le traité *Wâdi al-Nîl* de 1976 ou celui des Quatre Libertés (Four Freedom Agreement) de 2004 figurent parmi les accords les plus importants.

La présence africaine se diversifie à partir des années 1980, lors de l'arrivée des premières vagues de réfugiés de guerre, venant de Somalie, du Soudan du Sud puis d'Éthiopie et d'Érythrée (Le Houérou, 2004). Il s'agit dans un premier temps d'hommes seuls (opposants politiques, journalistes, fonctionnaires, militaires) puis de familles entières, dotés de suffisamment de ressources financières et éducatives pour pouvoir voyager et échapper à la vie des camps. Ils ne sont pas forcément arabophones et sont majoritairement chrétiens. Outre pour sa proximité géographique, pour sa stabilité politique ou pour sa relative prospérité économique, l'Égypte est considérée comme un pôle particulièrement attractif pour ces réfugiés. Cela est dû à la présence d'une multitude de représentations diplomatiques africaines mais surtout à l'implantation au Caire, dès 1954, du bureau régional (Afrique du Nord) du HCR. Ce dernier se charge exclusivement des demandes d'asile en Égypte, la procédure nationale étant inexistante (comme dans de nombreux pays du Maghreb-Machreq). La plupart des demandeurs d'asile des années 1980 et du début des années 1990 pensent donc trouver un refuge temporaire au Caire et y obtenir le statut international de réfugié. Les premiers Soudanais et Somaliens sont d'ailleurs reconnus collectivement à leur arrivée (reconnaissance *prima facie*). On dénombrait environ 7 000 réfugiés statutaires en 1993 ; en 2012, ils étaient plus de 25 000 à être reconnus et près de 20 000 demandeurs d'asile à être pris officiellement en charge par le HCR, les Soudanais étant majoritaires au sein de ces deux groupes. Les Palestiniens ne sont pas inclus dans ces comptes, les dossiers étant traités à part ; ils ont cependant été très nombreux à se « sédentariser » en Égypte, et ce dès la première guerre israélo-arabe. Ils seraient aujourd'hui environ 70 000 à vivre en Égypte.

Si l'article 53 de la constitution égyptienne garantit l'accueil aux activistes politiques demandant l'asile et si le gouvernement égyptien a ratifié la Convention de Genève et ses textes additionnels dans les années 1980, ce dernier reste ambigu et a émis des réserves concernant certains articles de la Convention ; il délègue toute responsabilité au HCR en termes de prise en charge des demandeurs d'asile et de reconnaissance des réfugiés. L'accès au rationnement, à l'éducation primaire, à l'assistance publique, au droit au travail et à la sécurité sociale dont les réfugiés statutaires sont théoriquement en droit de bénéficier n'est pas assuré. L'État égyptien ne considère les demandeurs d'asile ou les réfugiés que comme des individus « de passage » et les médias stigmatisent les populations originaires du Sud du Sahara, à la peau plus foncée, véhiculant soi-disant diverses formes de maladies ou de mauvaises mœurs. La politique menée par le HCR a donc consisté jusqu'au tournant des années 2000 à favoriser soit les rapatriements dans le pays d'origine, soit, lorsque le danger en cas de retour était trop important, la réinstallation dans un pays tiers occidental (États-Unis, Canada, Australie). Jusqu'en 1997, environ 250 personnes par an ont bénéficié de ces programmes de réinstallation. Par la suite,

ces opérations sont devenues plus massives, avec un record atteint de 17 000 personnes réinstallées (majoritairement des Soudanais) entre 1999 et 2004. Les bureaux caiotes du HCR ont alors été décrits comme le plus grand centre de réinstallation au monde. Ces politiques temporaires menées par l'institution onusienne ont alors créé un « appel d'air migratoire ».

### La fabrication d'une impasse migratoire et juridique

Assimilée à un carrefour ou à un « tremplin » migratoire, l'Égypte s'est en réalité rapidement transformée en impasse pour les Africains du sud du Sahara. Plusieurs événements géopolitiques concomitants ont participé à la fermeture des frontières égyptiennes. Tout d'abord, les programmes de réinstallation menés par le HCR au tournant des années 2000 ont bénéficié d'une publicité dans diverses régions d'Afrique subsaharienne. Des Soudanais, des Éthiopiens, des Érythréens mais aussi de plus en plus de Congolais de RDC, de Camerounais et de Nigériens ont été attirés par cette possibilité de « sortie du continent » et ont souhaité tenter leur chance au Caire, quand bien même ils ne relevaient pas toujours de la Convention de Genève. Plus proches de la « catégorie » des *aventuriers*, nombre d'entre ces derniers sont arrivés par voie aérienne et sont entrés légalement sur le territoire égyptien avec un visa de tourisme (valable entre un et trois mois). Contrairement aux migrants forcés originaires du Soudan et de la Corne de l'Afrique, ces groupes sont plutôt constitués de jeunes hommes et de jeunes femmes, issus de classes moyennes ou supérieures, ayant entamé le voyage de manière individuelle.

L'année 2004 correspond en outre à la signature entre le Soudan et l'Égypte de l'accord de libre circulation des Quatre Libertés, ainsi qu'à la signature de premiers accords de paix entre le gouvernement de Khartoum et les rebelles sudistes ; le HCR décide alors de suspendre la détermination du statut de réfugié pour les Soudanais. La fin officielle de la guerre civile soudanaise en 2005 puis la déclaration d'indépendance de l'État du Sud-Soudan en 2011 bloquent davantage encore la situation des demandeurs d'asile soudanais en Égypte. Ils ne sont dès lors plus considérés comme éligibles au statut de réfugié ; beaucoup ont vu leur dossier fermer et, en décidant de rester sur place, se sont retrouvés « sans statut », au sein d'un flou juridique inédit. De discrètes manifestations ont régulièrement eu lieu, sans véritable succès, devant les bureaux du HCR afin de réclamer la réouverture ou la révision des dossiers de demande d'asile, voire de meilleures conditions de vie. À la fin de l'année 2005, les manifestants pacifiques de la place Mustafa Mahmoud, dans le quartier de Mohandessin, ont finalement été délogés de force par les autorités policières, faisant plusieurs morts et traumatisant de nombreuses familles<sup>2</sup>.

À une autre échelle, les reconnaissances de réfugiés comme les réinstallations à l'étranger ont largement diminué à partir de 2004-2005 du fait de la fermeture des frontières européennes et occidentales en général. Selon les périodes, les contextes géopolitiques ou les accords inter-étatiques, le système d'asile égyptien a évolué, notamment pour les Soudanais ; le rôle des

2. Cf. LE HOUÉROU Fabienne, 2006, « Le drame de la place Mustapha Mahmoud au Caire raconté par Barbara Harrell-Bond », *Recueil Alexandries*, Collections Reflets, <http://www.reseau-terra.eu/article553.html> (consulté le 23 octobre 2011). Lors de ces événements, *Le Monde* du 9 janvier 2006 évoqua entre 27 et 156 morts tandis que certaines ONG avancèrent plus de 1 000 décès.

institutions dans la construction de cette impasse migratoire et juridique est à souligner. De nombreux Africains se retrouvent désormais dans l'impossibilité d'accéder à la réinstallation, à un statut ou à des droits de base. Le sentiment d'entre-deux, à la fois géographique, migratoire et juridique, est très souvent ressenti par ces migrants qui ne souhaitent pas s'installer définitivement au Caire. Pourtant, de nouveaux migrants de la Corne de l'Afrique, d'Afrique centrale ou de l'Ouest continuaient d'arriver autour de 2010-2011. Au-delà des 45 000 personnes assistées par le HCR, les décomptes sont complexes, mais différentes sources estiment que les seuls Soudanais résidant en Égypte représenteraient entre trois et cinq millions de personnes (Jacobsen, 2006 ; Zohry, 2003). Dans la capitale, la présence de communautés africaines, installées depuis les années 1980-1990, a favorisé la perpétuation de ces flux vers le Nord (les plus récents migrants savaient qu'ils y retrouveraient par exemple un « frère », une « sœur » d'origine subsaharienne). Par ailleurs, ces « non considérations » par le gouvernement d'accueil ou les discours stigmatisants des médias n'ont pas favorisé le développement de logiques d'hospitalité par la société égyptienne. Les remarques racistes, les insultes ou les discriminations à l'égard des ces « descendants d'esclaves » sont courantes et quotidiennes, tout comme elles le sont déjà à l'égard des *Saïdis* ou des Nubiens (migrants internes venant de Haute Égypte, à la peau plus foncée que les Égyptiens du Nord) (Miller, 2000). Les classes populaires sont plus souvent à l'origine de ces remarques. La différence de couleur de peau est en effet principalement à l'origine de ces remarques, davantage que les différences proprement religieuses, culturelles ou sociales. Plusieurs diplomates noirs africains ont par exemple été victimes de contrôles policiers abusifs, voire d'arrestations.

À défaut de pouvoir mener des actions politiques en faveur de leurs droits en Égypte (le gouvernement surveille et tend à limiter les activités des associations de défense des droits des citoyens ou des étrangers), des acteurs particuliers se sont mobilisés afin de porter une assistance quotidienne aux migrants dans l'impasse. Plusieurs auteurs confirment ce passage récent d'une conception politique de l'asile à une conception « uniquement » humanitaire (Frigoli, 2004 ; Legoux, 1998).

## Des Églises comme pôles d'assistance

Les acteurs les plus en lien avec la population migrante du Caire sont à ce jour les Églises d'origine missionnaire. Catholiques, anglicanes ou protestantes, elles sont devenues des repères urbains centraux et nécessaires pour des migrants de toute confession et de toute nationalité. Ces lieux sont à l'origine de processus d'ancrages particuliers dans la ville, à la fois résidentiels, commerciaux et religieux.

### Dynamiques sociales, religieuses et territoriales d'origine missionnaire

À l'arrivée des premiers demandeurs d'asile somaliens et soudanais, plusieurs organisations non gouvernementales déjà ancrées localement se sont mobilisées pour faciliter l'installation de ces derniers, voire leur survie. Ces actions ont été menées en partenariat avec le HCR, ce dernier attribuant à chacun de ses partenaires des fonds et des tâches précises (santé, éducation, conseils juridiques). Comme dans de nombreuses autres régions du monde

où le HCR est établi, ces partenaires sont majoritairement d'origine étrangère et/ou chrétienne (Berger, 2007). Rares sont les ONG, associations locales ou d'inspiration islamique qui possèdent un lien avec la question des étrangers africains en Égypte. Les deux principales ONG d'origine confessionnelle connues et dont le réseau se déploie à l'international, sont Caritas (d'origine allemande) et Catholic Relief Services (CRS) (branche états-unienne de Caritas International). Elles se sont initialement implantées en Égypte afin de venir en aide aux déplacés égyptiens de la crise de Suez puis de la Guerre des Six Jours. Un des bureaux de Caritas au Caire accueille aujourd'hui uniquement les migrants étrangers (sans distinction de nationalité ou de religion), notamment les plus souffrants, ayant besoin d'un traitement, les femmes seules ou avec enfants. CRS, elle, est chargée de redistribuer l'argent fourni par le HCR sous forme de bourses scolaires à d'autres organisations partenaires ayant créé des écoles pour réfugiés (l'accès aux écoles publiques étant strictement limité). Entre 6 000 et 7 000 enfants seraient scolarisés dans ce type d'écoles, principalement au Caire.

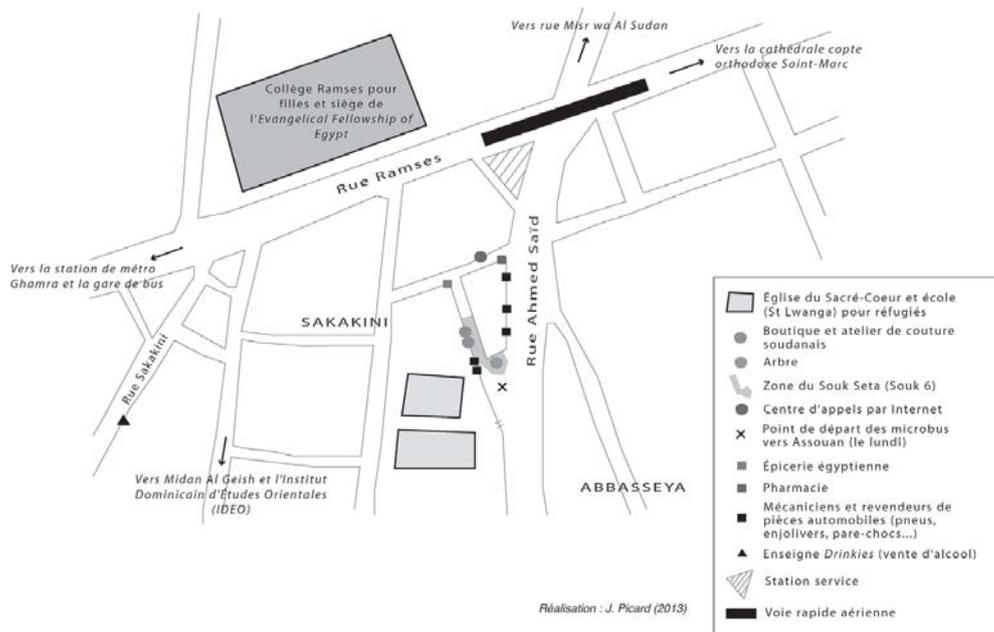
Ces autres organisations partenaires sont justement de plus petites ONGc fondées par d'anciennes Églises missionnaires (datant de l'époque coloniale), anglicanes, protestantes ou catholiques. Suite à la naissance de la République moderne et à la crise du Canal de Suez, les communautés occidentales qui les fréquentaient ont progressivement quitté le pays, tout comme la plupart des familles juives. Après un net ralentissement de leurs activités, les Églises missionnaires ont vu l'arrivée des réfugiés comme une opportunité de renouveler leur mission, dans une optique plus humanitaire et universaliste que prosélyte (Prudhomme, 2007). Des pasteurs, des prêtres, des professionnels et des bénévoles européens, nord-américains ou africains (et très peu égyptiens) sont à ce jour engagés quotidiennement sur le terrain. Les services proposés sont en théorie réservés aux demandeurs d'asile et aux réfugiés statutaires. Grâce aux ONGc et aux Églises, les migrants forcés peuvent accéder à des soins, des conseils juridiques, à des formations professionnelles, des activités culturelles ; ils peuvent garantir à leurs enfants l'accès à l'éducation et bénéficier de lieux-refuges, de moments d'*entre-soi*, notamment dans les cours aménagées des églises. Par ailleurs, les Églises missionnaires, en proposant également un large panel de messes et de séances de culte selon les jours de la semaine, assurent la continuité des croyances africaines au niveau transnational. En effet, par un jeu de l'offre et de la demande, les Africains du Caire peuvent continuer à prier dans leur langue ou dialecte d'origine, selon les rites et traditions de leur pays de provenance. All Saints Cathedral, Saint-Andrew's ou le Sacré-Cœur, édifiées à proximité du centre-ville moderne entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, ont ainsi littéralement été revitalisées par les migrants chrétiens. Elles sont devenues plus « ouvertes » et sont parfois désignées comme Églises « internationales et interdénominationnelles ».

Ces pôles d'assistance changent de visage et leurs responsables s'adaptent au gré des vagues d'arrivées de migrants africains. Ces logiques d'adaptation à de nouvelles réalités sont à la fois sociologiques et territoriales. Sociologiques car plusieurs prêtres et pasteurs européens qui exerçaient sur place ont été progressivement remplacés par des responsables religieux de RDC, du Kenya ou d'Érythrée, plus nombreux à s'engager religieusement dans le monde arabe et jugés mieux à même de venir en aide aux populations africaines réfugiées. L'évolution de la composition du groupe missionnaire catholique des Combo-

niens<sup>3</sup> en Égypte en est un exemple remarquable, de plus en plus de prêtres italiens ayant pris leur retraite. Territoriales aussi puisque les Églises et les groupes missionnaires apprennent à s'adapter au caractère changeant des routes et des étapes des migrants africains, et ce à plusieurs échelles. Le positionnement de chrétiens étrangers au sein du monde arabo-musulman possède également son intérêt propre, dans le cadre d'une lutte d'influence territoriale discrète avec l'islam. L'ordre des Trinitaires<sup>4</sup> par exemple, ne s'est orienté vers l'Égypte qu'au début des années 2000 ; la cause des déracinés africains a guidé son implantation géographique à cette époque.

À l'échelle de la ville, les institutions religieuses d'origine étrangère tentent également de mailler stratégiquement le territoire. Des services sociaux et religieux sont redéployés du centre vers les périphéries urbaines, où vivent la majorité des Africains (Ain Shams, Arba'a wa Nus, Hadayek el Maadi) ; les responsables chrétiens se déplacent quotidiennement vers ces quartiers populaires afin d'aller à la rencontre des migrants et d'assurer un soutien de proximité (carte 1).

Carte 1. Quartier de migrants et assistance au Caire



3. La congrégation des Missionnaires comboniens du Cœur de Jésus a été fondée au XIX<sup>e</sup> siècle par le premier évêque italien d'Afrique centrale, Daniel Comboni (1831-1881). Visant initialement la libération des esclaves et l'évangélisation du Soudan, la congrégation intervient aujourd'hui au service des populations les plus pauvres sur tous les continents.

4. L'ordre des Trinitaires est un ordre catholique fondé en 1194 à Cerfroid par Saint Jean de Matha et Saint Félix de Valois, pour racheter les chrétiens prisonniers des Maures. Aujourd'hui, sa mission est de venir en aide aux prisonniers et aux captifs de toutes sortes. En 2001, l'Ordre décide de s'établir dans le monde musulman, afin de libérer les esclaves, d'aider ceux qui sont persécutés à cause de leur foi et de coopérer au dialogue œcuménique et interreligieux. N'ayant pas obtenu les autorisations pour s'implanter au Soudan, ils s'installèrent au Caire autour de 2003.

### Des lieux chrétiens investis au quotidien par les migrants

Ces territoires et micro-territoires anciennement « teintés » de christianisme, sont investis aujourd'hui par les migrants africains. En cela, ils sont devenus des territoires ressources, des leviers à la reterritorialisation des migrants dans la ville. Il ne s'agit pas d'espaces étendus, ni de l'agglomération dans son ensemble. Ce sont des interstices stratégiques qui rendent la visibilité des migrants africains discrète à l'échelle de la capitale. L'histoire copte, chrétienne et même biblique de l'Égypte et du Caire donne aux logiques de reterritorialisation des migrants un « visage » particulier, dans le sens où ces territoires ressources sont beaucoup plus nombreux et vivants que dans les pays du Maghreb. Deux quartiers se sont ainsi révélés pertinents afin d'étudier les processus d'installation des migrants : celui de Sakakini, où est implantée l'Église du Sacré-Cœur et celui de Maadi, où se situent différentes Églises, dont l'Église Saint-John the Baptist, qui partage ses locaux avec Maadi Community Church (d'origine états-unienne) (MCC). Les ressources territoriales s'y observent à différentes échelles, du quartier à la cour de l'église, en passant par la rue et ses trottoirs.

Au début des années 1980, les Comboniens prennent la tête d'une paroisse catholique francophone à Sakakini, alors délaissée par la Société des Missions Africaines (SMA). Le quartier se situe au nord-est de Mouski (ancien quartier franc) et à l'est d'El Daher, zones qui accueillent depuis des siècles des populations chrétiennes, coptes et étrangères (missionnaires, colons, artisans, commerçants, etc.). La mémoire des lieux est donc également religieuse ; différentes populations chrétiennes, sur le temps long, semblent pouvoir s'appropriier les mêmes lieux ou territoires de la ville, comme le décrivait le sociologue Maurice Halbwachs dès 1941 dans *La Topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte. Étude de mémoire collective* (2008). La paroisse accueille dans un premier temps une centaine d'étudiants boursiers du gouvernement de Khartoum qui viennent prier et se mêler à la communauté égyptienne francophone. Le versement de leurs bourses est suspendu en 1983 et les Comboniens participent alors au paiement de leur loyer et à l'achat de nourriture. Quelques années plus tard, les premières familles de réfugiés arrivent au Caire et sont hébergées à l'intérieur de la paroisse. La croissance du nombre d'arrivées est telle que les Soudanais (principalement de l'ethnie dinka) cherchent à se loger et à s'installer à Sakakini, près de « leur » Église, dont le nom commence à être connu jusqu'à Assouan et Khartoum. Grâce aux échanges transnationaux d'informations, entre familles ou amis, l'appropriation du lieu se réalise à distance, avant même l'arrivée en Égypte.

Les Soudanais n'ont pas seulement élu domicile dans le quartier, ils y ont aussi établi de petites activités commerciales. La paroisse a ainsi contribué à des ancrages pluriels, tant résidentiels, qu'économiques et spirituels (la messe en arabe attire chaque dimanche soir une centaine de personnes, venant de quartiers divers). En effet, le souk *seta* (ou « marché n°6 », d'après le toponyme d'un marché de Khartoum) est devenu une véritable centralité commerciale. Le fait d'avoir donné un nom soudanais au lieu est à la fois symbolique d'un acte d'appropriation du territoire d'accueil et d'attachement au lieu d'origine. Il s'agit à la fois d'un marché de rue, d'une boutique, mitoyenne à un atelier de couture, d'un restaurant (au-dessus de l'atelier, invisible depuis la rue) et d'un centre d'appels, qui ont été ouverts au cours des années 1990 dans les rues

jouxtant l'Église. Le souk *seta* est habité, fréquenté, traversé et investi par de nombreux Soudanais, chrétiens comme musulmans, hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, résidant ou non dans le quartier. Les produits vendus viennent essentiellement du Soudan : thé, parfums, produits cosmétiques pour le corps ou les cheveux, cassettes de musique, bijoux, produits alimentaires (farines, graines...) et bois d'araq<sup>5</sup> (photo 1).

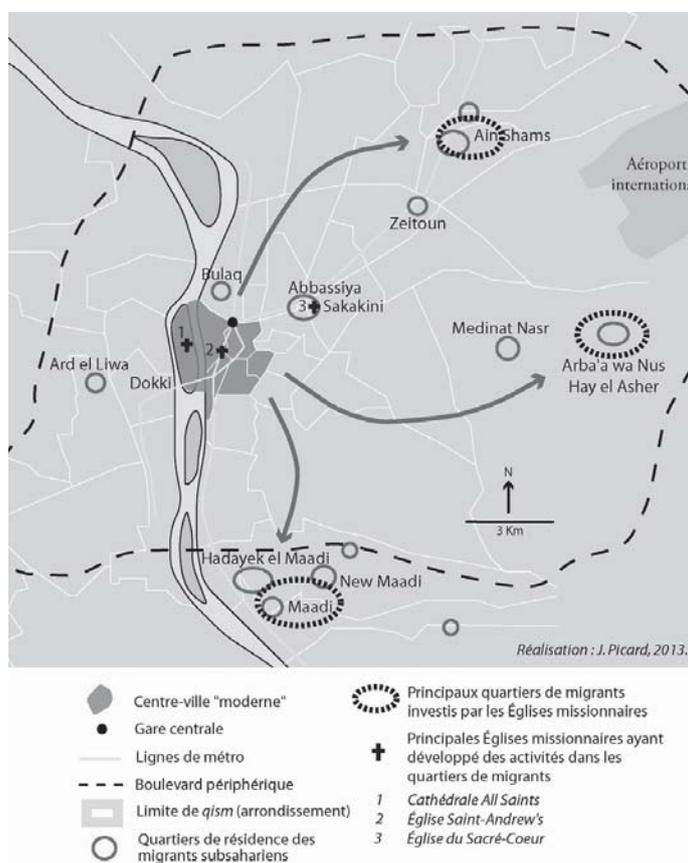
Par ailleurs, un petit réseau de transport collectif s'est organisé à partir de la rue du souk, pour les Soudanais qui ont pris l'habitude de circuler entre les deux pays : chaque dimanche soir, deux microbus effectuent le trajet vers Assouan et l'embarcadère pour Wadi Halfa. La paroisse et le souk constituent encore aujourd'hui une des « portes d'entrée » de la ville pour les Soudanais. L'association symbolique du lieu à la présence soudanaise a été intégrée par une partie de la population locale et par la police égyptienne. C'est justement devant les portes de l'église que les camions de police, suite aux incidents de la place Mustafa Mahmoud en 2005, ont déposé les blessés (carte 2).

**Photo 1. Vendeur soudanais du Souk seta**



5. Petits bâtons de bois utilisés comme brosses à dents ou en parfum (brûlés ou frottés sur la peau).

Carte 2. Empreintes chrétiennes et saoudanaises à Sakakini



Maadi est le second quartier « empreint » de christianisme depuis plusieurs décennies et investi aujourd'hui par les Africains. Edifié *ex nihilo*, Maadi a été créé au début du xx<sup>e</sup> siècle par et pour les colons européens (Raafat, 1994). Il est situé à une dizaine de kilomètres au sud du centre-ville, en bordure du Nil. Une société cosmopolite aisée, majoritairement juive et chrétienne, égyptienne et occidentale, y a vécu jusque dans les années 1950. À la suite de la crise de Suez et de la guerre avec Israël, Maadi connaît une décroissance démographique, puis l'arrivée de nouveaux habitants, davantage égyptiens. Comme dans le reste de la ville, les lieux de culte d'origine étrangère se retrouvent désertés ou uniquement fréquentés par des minorités égyptiennes converties. Le retour à l'économie libérale (*Infitah*) attire à nouveau des capitaux étrangers ainsi que des ressortissants occidentaux. Aujourd'hui, la plupart des familles expatriées, européennes, américaines ou asiatiques, ainsi qu'une part de la haute bourgeoisie égyptienne, profitent des aménités et services « à l'occidentale » proposés à Maadi (écoles internationales, restaurants, librairies, salles et terrains de sport, cabinets médicaux). Le quartier a été rattrapé par l'urbanisation dans les années 1970. À quelques kilomètres au nord de Maadi (ou « Maadi riche »), le *qism* (arrondissement) d'al Bassatin et le quartier non réglementaire de Hadayek el Maadi (« Maadi pauvre ») ont progressivement accueilli des populations issues de classes moyennes et populaires, originaires du centre-ville, d'autres quartiers périphériques ou d'autres régions. La desserte du quartier

par la ligne 1 du métro autour de 1989 a en outre participé à l'attractivité et au désenclavement de cette partie sud de l'agglomération.

Dès les années 1990, de nombreux Africains rejoignent ces Égyptiens et se mêlent à eux, vivant dans les mêmes impasses, rues ou immeubles de briques rouges. Le quartier est tout d'abord attractif car, comme dans tout quartier d'urbanisation non réglementaire, les loyers y sont peu élevés<sup>6</sup>. Sa particularité est qu'il constitue également un bassin d'emploi important. En effet, mis à part les emplois trouvés au sein des ONG, des ambassades ou des Églises, les opportunités d'emploi sont rares, notamment pour les non Soudanais, et restent concentrées dans le secteur des services aux particuliers et de la domesticité. Malgré la détention de diplômes, la plupart (les femmes notamment) trouve à se faire embaucher comme jardinier, femme ou homme de ménage, ou encore garde d'enfants, dans des familles expatriées résidant à 15 ou 20 minutes à pied de chez eux. Plus qu'à Héliopolis par exemple, où vivent majoritairement des Égyptiens aisés, la proximité linguistique entre migrants et expatriés, anglophones ou francophones, facilite l'émergence de ces niches économiques localisées. Outre les emplois à domicile, ce sont parfois les écoles internationales, des boulangeries, restaurants ou salons de beauté de la partie riche de Maadi qui les embauchent. Le départ d'Occidentaux suite aux mouvements de révolte de 2011 a fait croître temporairement le taux d'inactivité des migrants africains.

Vivre à proximité de Maadi reste donc stratégique économiquement parlant. Cependant, les motivations financières et professionnelles ne sont pas les seules à avoir guidé les logiques résidentielles des Africains vers les marges de Maadi. Si tous les Africains de Hadayek ne prient pas à Maadi, la proximité de plusieurs Églises missionnaires, telle la Sainte-Famille, où les Comboniens viennent officier chaque semaine, MCC ou Saint-John the Baptist, a tout de même pu figurer parmi les stratégies résidentielles des migrants. En effet, ces Églises proposent, selon les jours de la semaine, des offices destinés aux Africains (en arabe soudanais, anglais, français, zande, etc.). Une école réputée a également été créée par des membres de MCC pour les réfugiés chrétiens. Dans ce quartier calme où les migrants se sentent moins observés ou jugés par la population locale, les sorties de messes ou de l'école représentent des moments forts de sociabilité, d'échanges et de croisements de différentes populations. Parfois, des femmes s'installent même quelques minutes sur les trottoirs afin de vendre des glaces à l'eau, des tricots ou des épices. Par ailleurs, de nombreuses boutiques « africaines » (tenues par des Africains et destinées à une clientèle africaine) sont apparues depuis quelques années au sein du quartier de Hadayek el Maadi (vêtements, épicerie, salons de coiffure, restaurants, centres d'appels). Des migrants y ont même fondé leurs propres associations africaines d'entraide (associations nationales, garderie, école, alphabétisation).

Les ressources localisées dans le « Grand Maadi » sont donc à la fois professionnelles, sociales et religieuses. L'histoire chrétienne du quartier, en même temps que sa physionomie, sont aujourd'hui renouvelées par les migrants africains.

---

6. À Hadayek el Maadi, un trois pièces se loue aux alentours de 800 LE (85 euros) et un quatre pièces, entre 1 200 et 1 300 LE (135 euros). Dans le Maadi riche, les prix des villas ou appartements sont affichés en dollars : un appartement trois pièces se loue 1 200 dollars (900 euros), un quatre pièces, 2 500 dollars (moins de 1 900 euros).

## Dynamiques chrétiennes en migration

Difficilement transposables d'un territoire à un autre, les pratiques et les croyances des migrants chrétiens évoluent au cours du temps. Retrouver son Église d'origine au Caire n'est pas chose aisée et l'épreuve de l'exil amène à reconsidérer parfois ce en quoi l'on croit ou la manière dont on peut rendre hommage à Dieu. Les branches du protestantisme évangélique sont particulièrement attractives et suscitent, plus que le catholicisme par exemple, des mobilités religieuses chez de nombreux Soudanais, Camerounais ou Congolais de RDC.

### Butinage d'Églises et mobilités religieuses

Les migrants africains s'appuient au quotidien sur les anciennes Églises missionnaires et ont réussi à s'ancrer dans ou à proximité de leurs quartiers respectifs, qu'il s'agisse de leur ancrage résidentiel, professionnel, commercial ou religieux. Pourtant, des processus d'autonomisation s'observent également, d'autant plus que le HCR, les ONG et Églises partenaires ne semblent plus pouvoir répondre à l'ensemble des besoins actuels. Les Africains du Caire créent tant bien que mal leurs propres associations, réseaux d'entraide, écoles, mais ils innovent aussi concernant leurs pratiques religieuses. En situation d'exil, qui plus est dans un pays majoritairement musulman, il n'est pas rare que la foi devienne plus intense et que les références à Dieu se multiplient dans les discours. L'engagement social est également plus fort. Nombre de migrants catholiques ou protestants s'engagent au sein de leur Église et auprès des fidèles, à des degrés divers, que ce soit en tant que sacristain, au travers de la participation à un groupe de musique religieuse ou du ministère de la prison. Certains suivent des cours bibliques pour approfondir leurs connaissances du Livre. L'histoire biblique et chrétienne de l'Égypte est même appropriée et remobilisée afin de donner du sens à leur présence dans ce pays-impasse, trouver des causes religieuses à leur attente (refuge de la Sainte-Famille en Égypte, épisode de la sortie d'Égypte des Hébreux, guidés par Moïse, etc.).

En dépit des contraintes politico-religieuses du contexte d'accueil (nécessaire discrétion des pratiques, prosélytisme interdit, obligation de prier dans des lieux de culte officiels), des mobilités religieuses plus concrètes sont également observées et une sorte d'ouverture à la sphère chrétienne a lieu, notamment durant les premiers temps passés en Égypte. À leur arrivée, à défaut de retrouver leur Église catholique d'origine dans leur nouveau quartier, certains migrants isolés avouent fréquenter temporairement une Église évangélique. Le cas inverse existe également. Plutôt que le rite ou la dénomination, la proximité géographique du lieu de culte est aussi un critère déterminant dans les choix religieux des Africains. Il n'est pas rare en réalité que les migrants fréquentent plusieurs cultes durant la semaine, d'une part une Église internationale et interdénominationnelle « établie », telle MCC ou l'Église Évangélique du Caire (d'origine suisse), et d'autre part une petite Église autonome à tendance pentecôtiste, perçue comme « leur Église noire ». Plutôt que de conversions religieuses des migrants, il s'agit ici davantage de processus de butinage (Soares, 2009) et d'expériences parfois uniquement temporaires. En échange de sacs de riz ou d'argent, il arrive que les plus démunis se laissent tenter et circulent entre les Églises, en mal de fidèles. Ces mobilités ou hésitations religieuses sont

multiples et multidirectionnelles ; cependant, le protestantisme évangélique demeure la sphère religieuse la plus attractive.

### Le protestantisme évangélique comme lieu d'ancrage symbolique ?

La plupart des conversions concernent les catholiques, devenus protestants évangéliques peu de temps avant leur arrivée ou une fois installés en Égypte. MCC, connue de tous les Africains, fait office de repère et quasiment de « passage obligé » pour les Africains. À leur arrivée, ils savent qu'ils pourront y trouver d'autres Africains de toutes les nationalités et y fêter aussi Noël, lors d'un spectacle musical renommé. Ces conversions peuvent se réaliser sous l'influence d'une figure pastorale charismatique, d'amis préalablement convertis ou bien à la suite d'expériences particulières (visions, rêves, révélations). Elles sont décrites comme une renaissance, une libération, et permettent aux migrants de réinterpréter à la fois leur parcours migratoire et leur situation d'attente.

Cependant, les conversions sont aussi professionnelles : avant sa mort en 2006, le charismatique pasteur canadien Dave Petrescue de MCC avait attiré de nombreux Soudanais et d'autres Africains à la Victory Bible School. Pour 50 LE (environ 5-6 euros) par mois, les étudiants peuvent encore aujourd'hui suivre différentes formations allant de quatre mois à deux ans, pour obtenir le statut de leader ou un diplôme de pasteur et créer ensuite leur propre Église (*daughter church*). Entre 100 et 150 étudiants y seraient inscrits chaque année. Pour le responsable américain de MCC, cette autonomisation n'est pas un problème, elle est plutôt un objectif. Cela n'empêche pas d'autres *migrants-pasteurs* (Bava et Picard, 2010) nigériens ou camerounais, autoproclamés ceux-ci, de créer également leur propre Église, sans avoir suivi de formation religieuse au préalable. Le fonctionnement flexible et démocratique des sphères évangélique et pentecôtiste mais aussi leurs aspects populaires et émotionnels (Willaime, 1999) s'avèrent relativement bien adaptées aux interstices urbains contemporains et au contexte de l'exil (Mary, 2008). Au-delà de la nationalité, de la dénomination religieuse et de la langue parlée, c'est la condition précaire de migrant et l'identification choisie à ce groupe de référence (de convertis) qui priment.

L'originalité de cette situation réside dans le fait que des ponts avec d'autres chrétiens non africains sont réalisés par le biais du protestantisme évangélique, participant à la recomposition du paysage religieux égyptien. Il s'agit de négociations discrètes avec les Égyptiens évangéliques<sup>7</sup> de la capitale. En effet, les risques encourus par les Africains qui établissent des Églises de maison ou au sein de locaux non officiels, ont encouragé ces derniers à aller à la rencontre de quelques coptes évangéliques de la capitale, des quartiers centraux ou périphériques, et à négocier auprès d'eux un système de partage des lieux de culte (en échange d'un loyer ou non). À Maadi ou près de la gare Ramses, des groupes soudanais, congolais, coréens et égyptiens se succèdent dans la semaine et organisent leurs cultes et leurs activités au sein des mêmes

7. Sur quatre ou six millions de coptes, les coptes se réclamant du protestantisme (et non de l'orthodoxie ou du catholicisme) représentaient 290 000 personnes en 2011 selon le Pew Research Center. On les nomme « coptes protestants » ou « coptes évangéliques ». Les missionnaires protestants européens et américains du XIX<sup>e</sup> siècle sont à l'origine de cette scission au sein de la communauté copte.

temples. Sans la présence des coptes, ces ancrages temporaires auraient plus difficilement lieu. Les coptes protestants profitent de ces timides interactions pour faire croître leur visibilité et l'animation de leurs lieux de culte.

### **Conclusion : le christianisme comme ressource spatiale en migration**

Qu'il s'agisse des ONGc, des Églises missionnaires partenaires du HCR, des prêtres et pasteurs engagés pour leur cause ou des croyances et pratiques religieuses personnelles des migrants africains, le christianisme représente une ressource essentielle dans le contexte cairote d'attente. À la fois matérielle et symbolique, cette ressource se décline au niveau territorial et a permis l'ancrage et l'installation de nombreux migrants au sein d'interstices stratégiques de la ville. Près d'Églises missionnaires, à Sakakini, à Maadi ou de manière plus temporaire, au sein d'Églises coptes évangéliques, les migrants ont négocié leur place, malgré un contexte d'accueil économique, juridique et social peu hospitalier. Les ancrages sont à la fois résidentiels, sociaux, spirituels mais aussi commerciaux, permettant l'autosubsistance de certains.

Cette situation pose la question des dysfonctionnements des réseaux institutionnels et onusiens de l'entraide ainsi que du manque de volonté politique des autorités égyptiennes concernant l'accueil des réfugiés et des migrants de toute origine. L'arrivée de réfugiés syriens en Égypte durant l'année 2013, accusés de soutenir le Frère Musulman Mohamed Morsi, a provoqué des contestations de la part de la population locale et s'en sont suivies des campagnes d'expulsions abusives. Les cycles de crise et d'instabilité que connaît l'Égypte depuis 2011 s'accompagnent de sentiments xénophobes et de politiques migratoires encore plus strictes. L'inquiétude des chrétiens, étrangers comme coptes (Guirguis, 2012), a été particulièrement tangible à l'arrivée au pouvoir de Morsi en 2012. La nouvelle Constitution, la politique menée par le nouveau président Al-Sissi ainsi que les formes que prendra le « réveil » citoyen égyptien à l'avenir, aideront à déterminer la place future réservée aux minorités, religieuses comme migrantes, même si les priorités restent largement d'ordre économique. Le paysage religieux et la composition sociale de la population sont bien en cours de mutation, quand bien même celle-ci se réalise de manière discrète. C'est sans doute par le biais des coptes évangéliques mais aussi des membres de la société civile égyptienne, de plus en plus conscients et engagés dans le domaine de la défense des droits de l'Homme, que la considération des migrants africains évoluera, sur le temps long, en Égypte.

### **Bibliographie**

BAVA Sophie et PICARD Julie, 2010, « Les nouvelles figures religieuses de la migration africaine au Caire », *Autrepart*, n° 56, p. 153-170.

BERGER Julia, 2007, « Les organisations non gouvernementales religieuses. Quelques pistes de recherche », in DURIEZ Bruno, MABILLE François, ROUSSELET Kathy (dir.), *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, p. 23-40.

- BREDELOUP Sylvie, 2008, « L'aventurier, une figure de la migration africaine », *Cahiers internationaux de sociologie*, n° 125, p. 281-306.
- BREDELOUP Sylvie et PLIEZ Olivier (dir.), 2005, « Migrations entre les deux rives du Sahara », *Autrepart*, n° 36.
- FABOS Anita, 2008, *Brothers' or Others? Muslim Arab Sudanese in Egypt*, Oxford and New York, Berghahn Books.
- FRIGOLI Gilles, 2004, « Le demandeur d'asile : un « exclu » parmi d'autres ? La demande d'asile à l'épreuve des logiques de l'assistance », *Revue Européenne des Migrations Internationales*, vol. 20(2), p. 153-167.
- GUIRGUIS Laure, 2012, *Les coptes d'Égypte. Violences communautaires et transformations politiques (2005-2012)*, Paris, Karthala.
- HALBWACHS Maurice, 2008 (édition préparée par Marie Jaisson), *La Topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte*, Paris, PUF.
- JACOBSEN Karen, 2006, « Refugees and Asylum Seekers in Urban Areas: A Livelihoods Perspective », *Journal of Refugee Studies*, vol. 19(3), p. 273-286.
- LEGOUX Luc, 1998, « La question de l'asile est-elle politique ou humanitaire ? », *Économie et humanisme*, n°345, p. 66-70.
- LE HOUEROU Fabienne, 2004, *Migrants forcés éthiopiens et érythréens en Égypte et au Soudan. Passagers d'un monde à l'autre*, Paris, L'Harmattan.
- MARY André, 2008, « Introduction. Africanité et christianité : une interaction première », *Archives des Sciences Sociales des Religions*, n°143, p. 9-30.
- MILLER Catherine, 2000, « Réseaux et territoires : migrants de Haute Égypte à Guizah (Grand Caire) », in Isabelle BERRY-CHIKAOUI et Agnès DEBOULET (dir.), *Les compétences des citadins dans le Monde arabe. Penser, faire et transformer la ville*, Paris-Tours-Tunis, Karthala-URBAMA-IRMC, p. 221-246.
- PRUDHOMME Claude, 2007 « De la mission aux ONG de solidarité internationale. Quelle continuité ? », in DURIEZ Bruno, MABILLE François, ROUSSELET Kathy (dir.), *Les ONG confessionnelles. Religions et action internationale*, Paris, L'Harmattan, p. 55-70.
- RAAFAT Samir W., 1994, *Maadi 1904-1962. Society and History in a Cairo Suburb*, Le Caire, The Palm Press.
- SOARES Edio, 2009, *Le butinage religieux. Pratiques et pratiquants au Brésil*, Paris, Karthala.
- WILLAIME Jean-Paul, 1999, « Le pentecôtisme : contours et paradoxes d'un protestantisme émotionnel », *Archives des Sciences Sociales des Religions*, n° 105, p. 5-28.
- ZOHRY Ayman, 2003, « The Place of Egypt in the regional migration system as a receiving country », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 19(3), p. 129-149.